Strauss (Léon), Réfugiés, expulsés, évadés d'Alsace et de Moselle (1940-1945)

Jérôme-Do Betzinger, Colmar, 362 p., 2010

François Igersheim

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/alsace/1134>

DOI : 10.4000/alsace.1134

ISSN : 2260-2941

Éditeur

Fédération des Sociétés d'Histoire et d'Archéologie d'Alsace

Édition imprimée

Date de publication : 1 septembre 2011

Pagination : 560-561

ISSN : 0181-0448

Référence électronique

François Igersheim, « Strauss (Léon), Réfugiés, expulsés, évadés d'Alsace et de Moselle (1940-1945) », *Revue d'Alsace* [En ligne], 137 | 2011, mis en ligne le 19 août 2011, consulté le 21 septembre 2020.

URL : <http://journals.openedition.org/alsace/1134> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/alsace.1134>

l'attitude des autorités et des communautés juives résidentes. L'Allemagne compte 550 000 Juifs en 1933 et 65 000 vont émigrer dès 1933. Dont 25 000 en France. Les autorités policières de l'Est de la France constituent donc une des sources essentielles pour appréhender ce phénomène. L'organisation des secours se met en place au niveau national – Comité d'accueil et d'entraide aux Juifs d'Allemagne victimes de l'antisémitisme, Comité Gourévitch, LICA – et au plan local. À Strasbourg, le Comité d'informations et d'aide aux Juifs allemands, présidé par Henry Lévy, président du comité strasbourgeois de l'Alliance israélite universelle, vice président du consistoire et conseiller général du Bas-Rhin. Les réserves s'expriment tout aussi vives : Chambre de Commerce de Strasbourg, sur l'impulsion des patrons tailleurs, des cordonniers et des commerçants protestant contre la création de grands magasins, Chambre de Commerce de Metz. Le tableau des investissements réalisés par le patronat du grand commerce allemand, immigré en France, ou des participations dans des entreprises alsaciennes est fort intéressant. C'est ainsi qu'une partie des membres de comités d'aide aux juifs réfugiés allemands estiment que la France ne peut qu'être une étape vers la Palestine. C'est le cas de l'antenne strasbourgeoise du *Keren Kayemeth Israel* (KKL), animé à Strasbourg par l'avocat Myrtil Bloch ou du Comité Netter regroupement de différents autres comités d'aide strasbourgeois. C'est également ce qui encourage la poursuite en Alsace et en Moselle (*Altwives*) de l'œuvre allemande des *Haksharoth* (fermes-écoles), destinés à préparer les jeunes émigrants vers la Palestine à leur métier d'agriculteurs. L'école d'agriculture de la Moselle accepte aussi de former quelques dizaines de jeunes immigrés. Cette œuvre était strictement non-religieuse et il n'est pas sûr que l'opinion des communautés juives alsaciennes et lorraines ait adhéré unanimement à la formule « aider les réfugiés allemands ne pouvait se faire qu'en soutenant la cause sioniste », sur laquelle conclut Vincler, dans son étude précieuse pour l'ensemble des informations qu'elle apporte.

François Igersheim

STRAUSS (Léon), *Réfugiés, expulsés, évadés d'Alsace et de Moselle (1940-1945)*, Jérôme-Do Betzinger, Colmar, 2010, 362 p.

Cet ouvrage paru à l'occasion de la commémoration du 70^e anniversaire des expulsions de Mosellans et d'Alsaciens de l'année 1940 se divise en trois parties. La première est consacrée à une étude sur la vie de Patriotes Réfractaires à l'Annexion de Fait (PRAF) due à Léon Strauss, la seconde à la publication d'une collecte de témoignages sur la vie réfugiée qui s'est opérée à partir des années 1990, par les présidents départementaux des PRAF du Bas-Rhin (Embsen) et de Moselle (Gaston Heitz), la troisième

enfin, à une étude sur le retour des réfugiés en 1945-1946, et le rôle qui joua le GERAL.

On attendait cet ouvrage d'un spécialiste reconnu de la période et de la question traitée dans l'ouvrage. Il explique lui-même « qu'il a eu trop peu de temps » pour la synthèse qu'il ambitionnait de faire, ni même pu utiliser tous les documents dont il disposait. Il vrai que l'historiographie des réfugiés d'Alsace et de Lorraine a bien progressé depuis quelques années. Les parties que Strauss consacre à cette histoire constituent dans cet ensemble une pierre de plus, souvent irremplaçable, même si on regrette que les impératifs de cet ouvrage de commémoration l'aient privé des références indispensables aux sources utilisées, et que l'ouvrage ne comporte pas de table. Mais Strauss s'est engagé à fournir une édition électronique avec l'appareil critique de rigueur. Les chapitres relatifs aux réfugiés (populations concernées, politique d'accueil et d'assistance de l'État français) sont particulièrement précieux. Les exposés sur les associations de réfugiés (GERAL, AERAL) et sur la presse réfugiées sont irremplaçables. On expose ce qu'ont été La Pinède et la MALAN, mais n'aurait-on pas dû évoquer le GERAL-Algérie? De même, n'aurait-on pas dû être un peu plus complet sur les communautés juives alsaciennes de Limoges, Périgueux, Agen? Il nous semble que le récit des protestations alsaciennes et lorraines devant l'incorporation de force, prévue depuis les débuts, est incomplet : la protestation des députés présents en zone libre – très peu étudiés par l'auteur – avait été considérée par le Service d'Alsace et de Lorraine du GPRF comme susceptible de les relever de leur inéligibilité (p. 146-154). Strauss insiste bien sur la protection qu'accorde Pétain, à la demande du GERAL, aux réfugiés alsaciens-lorrains et qui se manifeste après l'occupation de la zone dite libre, par le maintien du régime des réfugiés, et par un régime de STO en zone « libre », mais cela ne remplace pas les proclamations solennelles que demandaient les organisations alsaciennes vichystes les plus patriotiques, qui passent à la résistance. Le parcours de quelques Alsaciens dans les grands réseaux de résistance nationaux qu'étudie Strauss est bienvenu : mais ils ne remplacent pas « les représentants de l'Alsace » que l'on cherchait en vain pour l'ACP à Alger, et que ne peuvent pas plus occuper les chefs de « la résistance alsacienne » issus de l'extrême-droite et partie prenante des réseaux vichysto-résistants, fort anti-gaullistes. Deux études paraissent particulièrement précieuses : la description de la vie et de l'action à l'Université de Strasbourg repliée, et l'étude sur les Juifs d'Alsace et de Moselle pendant la Shoah, où l'on montre bien qu'après février 1943, la nationalité française n'est plus une protection garantie pour les Juifs de la zone ex-libre, exposés aux rafles des autorités allemandes et des milices collaborationnistes.

Les témoignages des réfugiés et expulsés de la deuxième partie, découpés selon la chronologie des événements relatés, sont fort intéressants et livrent des détails que ne donnent pas les synthèses.

Tout aussi indispensable l'étude sur « le retour ». Deux points retiennent l'attention : la difficulté à obtenir la restitution des biens séquestrés et vendus aux enchères, et celle de la concurrence des mémoires, qui va freiner les demandes d'une indemnisation allant au delà de l'attribution du titre de Patriote réfractaire à l'annexion de fait (arrêté de 1973). Aujourd'hui se pose la question de la transmission de la mémoire de ces années sombres, dans un cadre associatif.

Et c'est cette conclusion qui donne son sens à l'ouvrage de Strauss. Sans sacrifier la rigueur scientifique du récit, c'est bien un travail de mémoire, où l'historien s'exprime parfois à la première personne, que celui qu'il nous donne. Et qui fait son prix ! Et renforce l'encouragement lancé aux jeunes historiens de compléter le récit par de nouvelles recherches.

François Igersheim

XIBAUT (Bernard), *Mgr Léon-Arthur Elchinger. Un évêque français au Concile*, Préface de M^{gr} Joseph Doré, Paris, Cerf, 2009, 486 p.

Après avoir reposé pendant près d'un demi-siècle dans l'un des salons de l'archevêché, les papiers laissés par M^{gr} Elchinger sur le Concile de Vatican II ont trouvé leur historien. En 2007, avant de quitter Strasbourg, M^{gr} Doré confia à Bernard Xibaut, chancelier de l'archevêché, le soin de les étudier et éventuellement d'en faire une publication. Tâche dont le chancelier s'est acquitté avec la rigueur et la précision que nous lui connaissons. Les documents avaient été préalablement classés et catalogués par le professeur Raymond Winling. Le livre s'articule en trois parties : « Ce que j'ai dit » ; « Ce qui a été reçu » ; « Ce qui a été retenu ». On savait que le coadjuteur de M^{gr} Jean-Julien Weber – il avait 52 ans à l'ouverture du Concile et était l'un des plus jeunes pères conciliaires – avait été l'évêque français qui était le plus intervenu (16 interventions) et que celles-ci avaient porté sur tous les sujets. Les plus remarquées furent celles portant sur l'œcuménisme – il ne cessait de rappeler qu'il représentait un diocèse marqué par une forte présence du protestantisme –, le dialogue judéo-chrétien, la liturgie et la liberté religieuse. Mais celle qui eut le plus fort retentissement et étonna – le mot n'est pas trop fort – l'auditoire des pères conciliaires – y compris son propre archevêque – fut celle portant sur la réhabilitation de Galilée. Quelle idée ? Selon lui, l'Église aurait dû profiter du 400^e anniversaire de sa naissance pour dire clairement qu'elle tournait le dos à « l'impérialisme dogmatique » qu'elle avait pratiqué durant des siècles. Cette démarche, tout à fait révolutionnaire fut moquée, déformée et rencontra une grande